

AMÉRIQUE LATINE - Depuis la montagne andine, voici nos alternatives

mardi 16 décembre 2003, mis en ligne par [Dial](#)

La Coordination latino-américaine des organisations de la campagne (CLOC) pour la région andine, qui regroupe différentes organisations paysannes et indigènes de Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela a organisé le IIème Forum andin qui s'est tenu à Lima, Pérou, du 21 au 23 octobre de cette année. Le Forum a publié une déclaration finale dans laquelle il exprime ses critiques à l'égard de politiques néolibérales et rappelle ses choix fondamentaux pour un développement agricole respectueux des peuples et traditions indigènes. C'est la dernière partie de la déclaration finale sur les choix en matière de politique agricole, que nous publions ci-dessous. Le texte intégral est paru dans <http://www.movimientos.org>{ }.

Nous peuples andins, en particulier ruraux et indigènes, qui sommes issus d'une histoire ancestrale, qui avons les mêmes racines culturelles et qui sommes ensemble victimes du modèle néolibéral, en ce IIème Forum andin, nous sommes fiers de présenter les alternatives suivantes :

1 - Construire un authentique ensemble régional des peuples et nations de l'espace andin, qui ne se réduise pas à de simples relations commerciales et qui assume l'agriculture comme l'une des bases fondamentales pour la construction d'un marché intégré, juste et solidaire. Il s'agit également de transformer ce processus d'intégration en un renforcement de notre identité. C'est à partir de ce regroupement régional que nous rechercherons une relation juste et équitable avec la CAN [1] et le MERCOSUR [2], une relation qui traite, comme elles doivent l'être, les différences ainsi que les divers degrés de développement, tout en affirmant ce que nous avons en commun. C'est dans cette direction que s'orientent des alternatives nouvelles telles que l'ALBA (Alliance latino-américaine bolivarienne d'Amérique).

2 - Par delà toute règle commerciale quelle qu'elle soit, nous donnons la primauté à la souveraineté de nos peuples, nations et pays et à leur sécurité alimentaire ; et c'est en nous plaçant dans cette perspective que nous proclamons que l'agriculture est la substance même de la vie et du patrimoine de nos peuples ; de même que nous revendiquons la protection de notre biodiversité et par-dessus tout de nos semences. Ce qui vient d'être dit est intimement lié à la nécessité de promouvoir des réformes agraires intégrales car c'est une revendication de l'ensemble des mouvements paysans qui va beaucoup plus loin que la simple redistribution des terres. C'est dans ce sens que nous proposons d'établir des conditions politiques, économiques et sociales différentes de celles qui prédominent dans le cadre de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), afin que puissent s'exprimer ces aspirations de nos peuples.

3 - Que de nouvelles politiques macro-économiques créent l'environnement favorable au développement interne et au combat contre la pauvreté. Un des aspects de ces propositions est la mise en application de politiques différenciées centrées sur le bien-être et le progrès des communautés paysannes, indigènes et des petits producteurs, et qui s'accompagnent de prix et de systèmes de commercialisation justes, de financement, de sécurité juridique sur le territoire des communautés paysannes et indigènes, et enfin, d'investissements publics en faveur de la productivité et du secteur social (santé, éducation, habitat...)

4 - Nous soutenons les propositions aptes à contribuer au bien-être des producteurs, selon lesquelles chaque pays de l'espace andin est en droit de protéger la production alimentaire nationale. C'est aussi pour cela que nous rejetons la politique de dumping que cautionne l'OMC et nous appuierons les politiques susceptibles de corriger les distorsions dans les prix à l'échelle internationale, lesquelles sont la conséquence de la politique de subventions pratiquées par les pays développés.

5 - Nous proposons une nouvelle politique agricole andine qui apporte une solution générale pour les productions clés nécessaires au développement de nos pays. Dans ce sens nous proposons que dans la zone andine, l'eau ne soit ni privatisée ni donnée en concession, respectant ainsi sa qualité de bien commun. Concernant le café, qui traverse aujourd'hui une grave crise des prix au niveau international, nous proposons la constitution d'un fond de stabilisation, avec l'apport des exportateurs et de l'État, afin d'améliorer les prix. De la même manière, et dans la mesure où c'est la culture principale des producteurs andins, on doit fixer des prix équitables accompagnés de mécanismes de garantie pour la pomme de terre.

6 - Nous nous engageons à défendre nos ressources naturelles et à freiner les processus de privatisation dont le seul but est de satisfaire la voracité des transnationales minières, productrices d'énergie ou d'hydrocarbures. Nous soutenons des alternatives de développement intégral du secteur agricole et rejetons la simple exploitation des matières premières minières ; nous nous attacherons à promouvoir le respect du principe de précaution dans la protection des écosystèmes.

7 - Nous revendiquons le droit de renégocier la dette extérieure afin de disposer des ressources nécessaires au progrès et au bien-être de nos peuples ; nous proposons également de reconvertir cette dette extérieure en actions de développement du secteur social, de la productivité et de la protection de l'environnement.

8 - Nous peuples agricoles, paysans et indigènes, n'acceptons pas et même rejetons les plans géopolitiques et militaires, tel que le Plan Colombie que veut imposer l'impérialisme nord-américain sous prétexte de narcotrafic. Nous rejetons les plans d'éradication forcée des cultures de coca parce qu'ils détruisent notre mère la terre et violent les droits humains des peuples. Nous revendiquons le droit à la consommation traditionnelle et ancestrale des feuilles de coca tout comme nous condamnons les mafias de narcotrafiquants organisées à partir des grands centres de consommation de cocaïne qui se trouvent dans les pays développés.

- **Dial** - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2694.

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : <http://www.movimientos.org>.

En cas de reproduction, mentionner la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Communauté andine, regroupant Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela.

[2] Marché commun du Sud, regroupant Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, avec pour membres associés Chili et Bolivie.